

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 04 septembre 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 19
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : lundi 26 août 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0194

Relative à la validation du montant prévisionnel des travaux (phase PRO), du coût prévisionnel global, du montant de rémunération définitif du maître d'œuvre et du plan de financement du projet de construction du Centre de formation maritime de Petite-Terre

L'an deux mille vingt-quatre, le quatre septembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC,
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Monsieur Alain SARMENT,
Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Monsieur Soibahadine NDAKA,
Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA,
Madame Zaounaki SAINDOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Soihirat EL HADAD

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2024_0019 du 09 avril 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du Conseil Départemental de Mayotte ;

- Vu** délibération n°DL-AP2022_0031 de l'Assemblée plénière du 28 février 2022, relative à la validation du marché de Maîtrise d'œuvre proposé par jury de concours du 21 octobre 2021 pour le projet de construction du Centre de formation maritime de Petite-Terre ;
- Vu** l'avis de la commission aménagement territoire, infrastructures et foncier en date du 30 août 2024.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1 :** de valider le coût prévisionnel des travaux sur lequel le maître d'œuvre s'engage sur la base des études de PROJET pour la construction du Centre de formation maritime : **8 974 342,30 € HT** (*Valeur Mars 2024*) ;
- Article 2 :** de valider la réévaluation du coût prévisionnel de l'opération (montant des travaux, honoraires du maître d'œuvre et autres études, divers, aléas, révisions) s'élevant à **14 000 000 € HT** ;
- Article 3 :** de valider le plan de financement ci-après de l'opération:

Organisme	Montant (€)	Quotte part (%)
FEDER	7 000 000,00	50,30
Contrat de plan Etat-Région	4 000 000,00	28,57
Département	703 440,00	5,02
FCTVA (Département)	2 296 560, 00	16,40
Total travaux	14 000 000,00 €	100,00

- Article 4 :** d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à solliciter les co-financements de l'opération ;
- Article 5 :** d'imputer cette dépense sur le chapitre 20 pour les études et 23 pour les travaux du budget du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Article 6 :** d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte à signer les marchés d'études et de travaux à venir, et tous actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- Article 7 :** en application des dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au Représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**


Ben Issa OUSSENI

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Publié le

ID : 976-229850003-20240904-DL0409240194-DE

Lorsque le demandeur récupère la TVA, le montant n'est pas imputable sur les dépenses publiques.

Bénéficiaire du Projet :		CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAYOTTE			
Intitulé du Projet :		CENTRE DE FORMATION MARITIME DE PAMANDZI			
DEPENSES			RESSOURCES		
Nature (préciser et détailler les postes de dépenses)	Montant HT	Montant TTC	Origine	Montant	%
Dépenses éligibles			Ressources		
1 - dépenses directes			1 – aides publiques		
Acquisitions immobilières :			Union européenne	7 000 000,00 €	50,00%
- bâtiment			Contrat de Plan Etat Région	4 000 000,00 €	28,57%
- terrain					
Travaux :	9 632 367,30 €				
Amortissements			Communes ou groupements de communes		
			Établissements publics		
			Autres (FCTVA)	2 296 560,00 €	16,40%
			...		
Prestations intellectuelles :			Sous-Total aides publiques	13 296 560,00 €	94,98%
- études					
- frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage			2 – autres ressources		
- frais de maîtrise d'œuvre/assistance à maîtrise d'ouvrage	1 369 264,29 €		- aides privées		
- frais assistance technique (CT, CSPS)	300 000,00 €		...		
...			...		
Autres dépenses :			Sous-Total autres ressources	0,00 €	
- déplacements					
- fournitures					
- frais de communication de l'opération	15 000,00 €				
- autres (aléas, révisions,...)	2 683 368,41 €				
Dépenses de personnel (salaires et charges)			3 – autofinancement sur dépenses éligibles		
-			- fonds propres	703 440,00 €	5,02%
-			- emprunts		
			- crédit bail		
			- autres		
			...		
			...		
Sous-Total dépenses directes	14 000 000,00 €	0,00 €	Sous-Total autofinancement sur dépenses éligibles	703 440,00 €	5,02%
2 - dépenses indirectes					
Préciser la base de calcul :					
- coûts réels avec clé de répartition					
- coûts simplifiés (taux forfaitaires, coûts unitaires, montants forfaitaires)					
- dépenses indirectes de personnel					
- dépenses indirectes de fonctionnement					
Sous-Total dépenses indirectes	0,00 €	0,00 €			
3 - contributions en nature			4 – contributions en nature		
- apport de terrains, de bien immeubles, d'équipements, matériels			- apport de terrains, de bien immeubles, d'équipements, matériels		
- apport de services			- apport de services		
- apport via du travail non rémunéré			- apport via du travail non rémunéré		
Sous-Total contributions en nature	0,00 €	0,00 €	Sous-Total contributions en nature	0,00 €	
Sous-Total des dépenses éligibles	14 000 000,00 €	0,00 €			
S'il y a lieu, recettes nettes générées par le projet (à déduire)	0,00 €	0,00 €			
Total des dépenses éligibles (assiette éligible)	14 000 000,00 €	0,00 €	Total des ressources (sur assiette éligible)	14 000 000,00 €	100,00%
Le cas échéant Investissements non éligibles (à préciser)			Ressources sur assiette non éligible (à préciser)		
...			...		
...			...		
...			...		
Total des dépenses non éligibles	0,00 €	0,00 €	Total des ressources sur assiette non éligible	0,00 €	
TOTAL GENERAL	14 000 000,00 €	0,00 €	TOTAL GENERAL	14 000 000,00 €	100,00%

* Si HTR, inscrivez les montants dans la colonne TTC

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES VERSEMENTS DE LA SUBVENTION

l'année N est l'année en cours

	Montants	
	Semestre 1	Semestre 2
Année 2025	5 000 000,00 €	4 000 000,00 €
Année 2026	3 000 000,00 €	1 500 000,00 €
Année 2027	500 000,00 €	500 000,00 €
	8 500 000,00 €	5 500 000,00 €

Publié le

Lorsque le demandeur récupère la TVA, le montant républics.

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES VERSEMENTS DE LA SUBVENTION

l'année N est l'année en cours

l'année N est l'année en cours	Montants		
	Semestre 1	Semestre 2	
Année 2025	5 000 000,00 €	4 000 000,00 €	9 000 000,00 €
Année 2026	3 000 000,00 €	1 500 000,00 €	4 500 000,00 €
Année 2027	500 000,00 €		500 000,00 €
	8 500 000,00 €	5 500 000,00 €	14 000 000,00 €